

PARTENAIRE

LE MOUVEMENT ATD QUART MONDE EN BELGIQUE ET DANS LE MONDE



04 | WORLD NEWS
ATD QUART MONDE
À TRAVERS LE MONDE

05 | UNE FISSURE
QUI RISQUE D'EN
ANNONCER D'AUTRES

101 | LES MÊMES
DROITS
POUR TOUS ?





ÉDITO

LE CHOIX NOUS APPARTIENT

Plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont manifesté à plusieurs reprises pour exiger une lutte contre les dérèglements climatiques plus déterminée, courageuse et efficace à long terme. Il faut leur rendre hommage, ce combat pour l'avenir de la planète est une priorité. Encore faudra-t-il donner les moyens aux plus pauvres d'assurer eux aussi la transition énergétique, sans quoi celle-ci entraînera un appauvrissement de la population encore plus pénible, ici comme au sud de la planète. On ne peut choisir entre sa survie personnelle et la lutte contre le réchauffement climatique.

Nous sommes appelés à voter dans quelques semaines. Après les communales, vient le tour des élections régionales, fédérales et européennes. On ressent dans la population un scepticisme, un désenchantement : « À quoi servent ces élections ? ». L'abstention, le vote blanc et nul, gagnent sans cesse du terrain. Nous ne pouvons pour notre part nous résigner. La vie des plus pauvres ne s'améliore guère.

Nous vous invitons à lire attentivement le mémorandum élaboré par le Mouvement. Il est le fruit d'une concertation avec les militants au sein des Universités Populaires et du Service de lutte contre la pauvreté.

Nous voulons aussi participer activement à la campagne TAM TAM, qui vise à des changements concrets et des décisions courageuses pour la prochaine législature. Parlez-en autour de vous.

Nous voulons aussi rappeler que les plus pauvres en attendent plus et mieux de divers services publics tels que la justice, les soins de santé, l'instruction, l'administration des personnes handicapées. La lutte contre les inégalités passera par là.

Voterons-nous pour la solidarité, ou pour le « chacun pour soi » ? Après le scrutin, il conviendra de rester attentif. La citoyenneté, ce n'est pas simplement voter. C'est aussi être plus vigilant que jamais pour que les élus mènent une lutte ambitieuse porteuse de progrès pour tous, et surtout les plus pauvres. Ceux-ci sont trop peu présents dans le débat démocratique et les prises de décision. Notre vote, cumulé à une attention quotidienne à la voix des plus pauvres, peut contribuer à détruire la misère.

Le choix nous appartient.

Pierre Hendrick

ATD Quart Monde (Agir Tous pour la Dignité)
Av. V. Jacobs, 12 - 1040 Bruxelles
Tél 02/650.08.70
contact@atd-quartmonde.be
www.atd-quartmonde.be

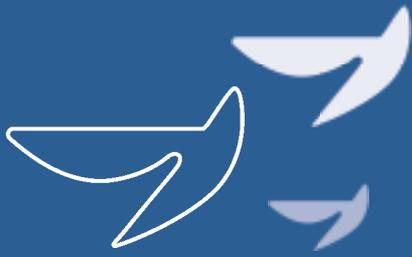
ATD Quart Monde est membre de l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à sa charte.

IBAN BE89 0000 7453 3685
BIC BPOTBEB1
Les dons, dont le montant annuel atteint 40€, donnent droit à une attestation fiscale.

**Avec le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles.**



© Crédits photographiques sauf mention contraire
ATD Quart Monde - p.5 : Pexels - p.7 : Pixabay - p.10-11 : Pixabay



LA COULEUR D'UN ENGAGEMENT

Dans nos quartiers ou à l'autre bout de la planète, la pauvreté possède de nombreux visages. Sur chacun de ceux-ci figure la même cicatrice : la trace d'une injustice, d'une humanité amputée de ses droits. Marie-Ange Libert est volontaire permanente¹ depuis 1983. Dès son entrée dans le Mouvement, elle n'a cessé de combattre la misère, en choisissant pour cela la place la plus appropriée : au côté de ceux qui résistent quotidiennement.

Où situes-tu les origines de ton engagement auprès des plus exclus ?

Je mentionnerais ma famille et la vie rurale de ma jeunesse. Mon père m'a transmis le désir d'apprendre, la bienveillance, une ouverture religieuse, et le fait d'écouter plutôt que de parler. Ma mère m'a fait réaliser ce que signifie veiller sur quelqu'un, en prendre soin. Elle m'a également sensibilisée sur les différences entre les individus, et comment celles-ci mènent à des inégalités, à des injustices. De plus, quand j'étais enfant, il y avait beaucoup de proximité entre les habitants du village où j'ai grandi. Cela m'a poussée, par la suite, à rechercher un lien avec les personnes autour de moi, chercher à les connaître, à les soutenir, jusque dans mes choix professionnels : je suis infirmière de formation.

Y a-t-il un moment décisif qui t'a amenée à opter pour le volontariat ?

Un jour, une jeune patiente que l'on soignait est décédée. Nous avons



le même âge, je me suis demandé : « Pourquoi elle, pourquoi à ce moment-là ? » Ça a déclenché en moi un cheminement spirituel : « Si je meurs maintenant, qu'est-ce que j'aurai réalisé dans la vie ? » Je me suis engagée dans une maison des jeunes, en région liégeoise. De fil en aiguille, j'en suis arrivée à rencontrer toute une famille en situation de pauvreté, qui était perçue de façon très négative dans le quartier. Ils demeuraient incompris, malgré leur profonde humanité. J'ai partagé cette injustice à des connaissances qui étaient volontaires. Ils m'ont alors parlé du Mouvement, de la possibilité de m'engager auprès de ces familles dénigrées et incomprises. Six mois plus tard, je suis devenue volontaire et j'ai rejoint Méry-sur-Oise² ...

Dans quels pays as-tu milité, et peux-tu présenter brièvement ton projet ?

Dans le Mouvement, la première année, j'ai connu d'autres familles de la misère aux Pays-Bas, en France et en Grande-Bretagne. Puis, plus loin et pour plus longtemps, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, à Noisy-Le-Grand, au Canada,

au Liban. Ces transitions s'inscrivent dans une recherche profonde : (re) découvrir la réalité et l'humanité des gens qui vivent la misère, sans toutefois les idéaliser. L'être humain, c'est vraiment ça qui compte. J'ai trouvé dans le Mouvement la liberté d'aller toujours plus profond dans cette recherche, tout en étant engagée à changer la société. C'est pour ça que je suis encore là aujourd'hui.

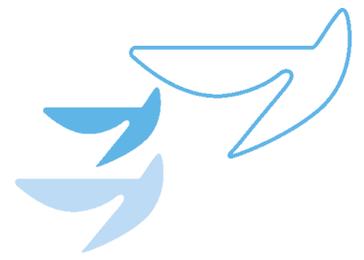
Alors que je discutais avec Joseph Wresinski³, à propos de ma future mission en Centrafrique, il m'a dit : « Tu vas là-bas pour aimer les gens ». Cela m'a suffi. Il y a toujours beaucoup de mystère avant de rejoindre un nouveau lieu. Dans ce cas-là, je ne connaissais ni la langue locale, ni les membres de ma future équipe, ni la brousse. Mais ces propos, je les ai trouvés très clairs. Ils résonnent en moi, aujourd'hui encore.

*Interview réalisée par
Gilles Clamar*

1. Le volontariat permanent est un engagement professionnel, à plein-temps, contre la misère.

2. Commune française située en région Île-de-France, où est établi le Centre International d'ATD Quart Monde.

3. Fondateur d'ATD Quart Monde (1917-1988).



WORLD NEWS

ATD QUART MONDE À TRAVERS LE MONDE

ATD Quart Monde n'est pas un Mouvement national, ni même européen, mais tâche d'éradiquer la misère partout sur la planète. Voici quelques nouvelles de militants, alliés, volontaires et amis du Mouvement à travers le monde.

Londres

Une rencontre importante

Une délégation de militants a rencontré Philip Alston, rapporteur spécial des Nations Unies pour l'Extrême Pauvreté et les Droits de l'Homme, lors d'une rencontre à la mairie de Newham, à Londres. Ils ont abordé ensemble la pauvreté des enfants, les sanctions financières disproportionnées, les méandres de l'administration qui empêchent la contestation de ces sanctions, la rhétorique utilisée qui fragmente la société. Cependant, militante d'ATD, Jane (prénom d'emprunt) s'est exprimée face à Alston, lors de la rencontre à la mairie de Newham : « La manière dont les parents pauvres sont traités est terriblement disproportionnée. Quand vous faites des économies sur ce qu'il y a de plus nécessaire, vous n'avez plus les moyens de combler les trous. L'État dépense pour les foyers d'accueil de l'argent qui pourrait être utilisé pour empêcher que cet accueil ne devienne nécessaire. Avant, je croyais qu'ici, c'était un pays sûr et que la société s'occupait de celles et ceux qui en avaient besoin. Mais plus maintenant. »

Pour en savoir plus : <http://www.atd-quartmonde.org/les-nations-unies-contestent-les-politiques-sociales-brutales-du-royaume-uni/>

Kilimandjaro

Des écoliers-chercheurs

Dans la région du Kilimandjaro, des écoliers ayant une vie difficile ont pris part à un projet de recherche internationale sur les dimensions de la pauvreté, visant à mieux définir et mesurer la pauvreté.



L'équipe de chercheurs de Tanzanie a discuté avec des enfants des écoles primaires de Mwereni et Karama. Dans chacune de ces écoles, quatre garçons et quatre filles âgés de 9 à 14 ans se sont retrouvés pour des discussions en groupes durant trois jours. Les enfants ont parlé librement de ce que représente l'extrême pauvreté pour eux, décrivant son impact sur leurs familles, voisins et camarades de classes. Les résultats de l'étude seront présentés le 10 mai à l'OCDE à Paris.

Pour en savoir plus : <http://www.atd-quartmonde.org/des-enfants-du-kilimandjaro-participent-a-la-recherche-sur-les-dimensions-de-la-pauvrete/>

New-York

Université populaire à l'américaine

À chaque groupe ses spécificités. Depuis deux ans que la dynamique Université populaire existe à New-York, le groupe organisateur, composé de deux alliés, deux militants, deux volontaires et une stagiaire en école sociale, réinvente le modèle pour proposer des formules permettant de dépasser les clivages entre



militants et intervenants. Théâtre-forum, ciné-débat... en fonction des thèmes abordés, la formule est adaptée. Cette année, la réflexion tournera autour de la santé mentale et du rapport qu'entretient la jeunesse avec les réseaux sociaux.

Pour en savoir plus : <http://www.atd-quartmonde.org/depasser-les-frontieres-luniversite-populaire-quart-monde-a-new-york/>

Burkina Faso

Enquête



Le groupe Taporî « Les talents cachés » du Burkina côtoie beaucoup d'enfants non scolarisés et déscolarisés. Il entend également les parents parler entre eux de leurs inquiétudes sur le « problème de terrain » (la peur d'être un jour chassé sans idée d'un autre lieu où aller). Voulant comprendre un peu plus la situation, tous les enfants taporî du groupe se sont transformés en journalistes et, après avoir préparé matériel, questions, attitudes, ont été interviewer leurs parents et les adultes de leur entourage à propos des problèmes du droit au logement et du droit à l'éducation.

Source : « Nouvelles du Burkina Faso », lettre Taporî n°420 janvier février 2019, p.1, éd ATD Quart Monde

Informations recueillies par
Olivia de Callatay

UNE FISSURE QUI RISQUE D'EN ANNONCER D'AUTRES

Quand on repère une fissure dans une centrale nucléaire, on la colmate immédiatement et on saisit l'occasion pour vérifier s'il n'y a pas d'autres points de faiblesse qui pourraient menacer toute la population. C'est une mesure élémentaire de précaution. À défaut, la vie de tous est mise en danger et l'opinion publique à juste titre s'émeut de tels risques.

La Ligue des familles et d'autres associations citoyennes dont le Mouvement ATD Quart Monde avaient repéré une fissure dans la solidarité censée protéger toute la population de la menace de la pauvreté, et en particulier les familles avec enfants.

Cette fissure a été provoquée en décembre 2016 par le Gouvernement fédéral.

Depuis des décennies, les enfants à charge donnent droit à des réductions d'impôt. Toutefois, cette réduction ne bénéficie pas aux ménages pauvres dont les revenus sont inférieurs au seuil imposable. Pour remédier à cette injustice, dès 2001, le législateur convertit cette réduction en crédit d'impôt pour enfant(s) à charge en faveur de ces ménages. Ainsi, un ménage sous le seuil imposable bénéficie actuellement d'un remboursement d'impôt à concurrence de 440 euros (indexés) par enfant à charge.

La loi du 25 décembre 2016 – oui, le jour de Noël, cela ne s'invente pas – prive de ce remboursement les familles demandeuses d'asile. Raison invoquée : elles n'ont jamais cotisé, elles n'ont donc pas droit à « notre » solidarité. Pour ne pas heurter de front le principe de l'égalité, la loi invoque des notions surréalistes de résidence fiscale qui justifieraient cette discrimination. Des associations citoyennes montent alors au créneau et saisissent la Cour constitutionnelle. Celle-ci rejette le recours par arrêt du 23 janvier 19.

Ainsi donc, parce que leurs parents n'ont pas cotisé à la sécurité sociale, on admet que des enfants soient discriminés et grandissent dans la pauvreté. Aujourd'hui, ce sont les familles demandeuses d'asile qui sont visées. Qui seront les suivantes ? Celles qui sont à charge du CPAS depuis « trop » longtemps ? Celles à qui on refuse une inscription de domicile parce qu'elles occupent un logement déclaré insalubre ? Celles qui rechignent à demander un suivi du SAJ (service d'aide à la jeunesse) alors qu'il y a une situation de précarité infantile ? Celles qui...

Plus intolérable encore : certains envisagent de subordonner à la prise de contraceptifs le droit à la sécurité d'existence pour des parents jugés incapables d'élever leurs enfants. Ils citent entre autres l'exemple de personnes droguées. Ces parents seraient empêchés provisoirement d'avoir des enfants. Le président du CPAS d'Alost souhaite adopter cette politique et le président d'un parti du nord du pays qui proclame pourtant un idéal de solidarité, déclare que de telles mesures pourraient être débattues.

Oui, il s'agit d'un choix de société : voulons-nous d'une solidarité limitée à ceux qui la méritent ? Et tant pis pour

les autres considérés comme des poids dont il faut se débarrasser au nom d'une bonne gestion. Ou voulons-nous reconnaître à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine ?

En tant que citoyens, nous sommes susceptibles de faire entendre notre voix, et pas uniquement à l'occasion des élections du mois de mai. Nous taire, c'est nous faire complice de choix qui renforcent l'exclusion.

Georges de kerchove



TAM TAM : UNE CAMPAGNE POUR SE FAIRE ENTENDRE



Sur les 30 dernières années, la prospérité de la Belgique a augmenté de 36 % mais, malgré cela, un belge sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. En 20 ans, le nombre de personnes dépendantes des banques alimentaires a doublé. Voilà deux des nombreuses observations desquelles part le collectif Campagne Tam Tam pour émettre des revendications pour une société plus équitable.

La campagne Tam Tam, c'est quoi ?

Le constat est clair : tous les jours, nous constatons que la plupart des logiques politiques des différents gouvernements fédéraux au cours de ces dernières années ont malmené beaucoup de citoyens, notamment les plus précarisés. Tous les secteurs de la société (santé, justice, travail, éducation, environnement...) sont attaqués par ce système qui envisage la société comme une entreprise et qui souhaite que tout soit «bénéfices, rentabilité, concurrence».

ATD Quart Monde et d'autres associations, des experts, des acteurs de terrains et des citoyens, ont donc décidé de converger sous la forme du collectif Campagne Tam Tam. Celui-ci veut :

- montrer la responsabilité des politiques là où ils prétendent que c'est aux individus de se débrouiller seuls
- dévoiler les impacts concrets de leurs mesures, masqués par leurs discours
- recréer la solidarité entre les secteurs là où elle est supprimée
- résister à cette politique

Comment ? En utilisant l'Article 23 de la Constitution¹ pour remettre la dignité humaine au centre des débats, en faisant résonance aux voix qui s'élèvent contre ces injustices et en organisant des mobilisations.

Pourquoi soutenons-nous Tam Tam ?

Nous pensons que notre combat, l'éradication de la misère et de l'exclusion

sociale, nécessite des changements sociétaux majeurs. Nous pensons aussi que ces changements sont nécessaires pour répondre efficacement à d'autres enjeux (environnement, migration, etc.) et qu'il est donc nécessaire de converger nos luttes.

La campagne Tam Tam milite pour un tournant basé sur la justice climatique, sociale et migratoire.

Participer à ce collectif nous permet de mettre en avant notre expertise, pour que notre combat soit porté avec justesse et efficacité.

Right(s) Now!

Le dimanche 26 mai 2019, nous élirons de nouveaux parlements en Flandre, Wallonie et Bruxelles, en Europe et au niveau fédéral. C'est une occasion importante de montrer que les alternatives aux politiques néolibérales en vigueur, vectrices d'exclusion sociale et de pauvreté, existent et sont possibles. Des politiques qui écoutent et donnent la parole aux personnes qui vivent la misère. C'est pourquoi, le **dimanche 12 mai**, dans le cadre de la Campagne Tam Tam, nous prendrons part à la marche pour les droits de tous : **Right(s) Now !**

Cette marche permettra de porter les revendications climatiques sociales et migratoires qui ont été sélectionnées avec les citoyens via une enquête en ligne et lors d'un colloque le 30 mars dernier auquel des membres du mouvement ont participé.

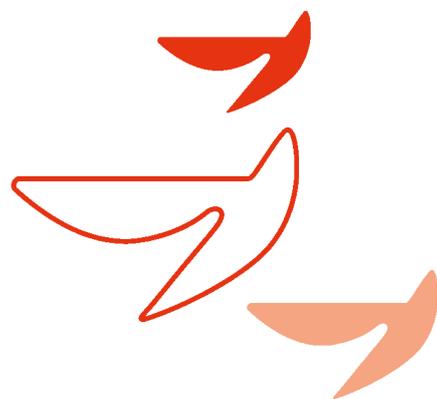
Quand ? Le 12 mai à 13h00

Où ? Rendez-vous à la Gare du Nord

Vous voulez participer à la mobilisation à nos côtés ? Envoyez-nous un message sur mobilisation@quartmonde.be

Nous vous enverrons toutes les informations concernant le rassemblement.

Nicolas Descamps



1. « Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. » — Article 23 de la Constitution

QUE DEMANDE LE MOUVEMENT ATD QUART MONDE À LA VEILLE DES ÉLECTIONS ?

Ces dernières années, des militants ont débattu avec d'autres personnes de questions de société lors des Universités populaires Quart Monde ou de réunions de travail avec le Service de lutte contre la pauvreté. Voici quelques points clés qui en sont ressortis :

- Porter les allocations sociales au niveau du seuil de pauvreté européen¹.

En 2014, le Gouvernement sortant avait pris un engagement fort en ce sens, mais il ne l'a pas tenu. En dessous de ce seuil, les personnes sont condamnées à la dépendance et à la survie précaire, elles sont privées de leur citoyenneté. Il est intolérable qu'en Flandre, un enfant sur cinq risque de grandir dans la pauvreté, en Wallonie un enfant sur quatre et à Bruxelles un enfant sur trois.

- Respecter la vie en famille. Le statut de cohabitant pénalise les bénéficiaires du CPAS, du chômage ou de la mutuelle, qui veulent se mettre en ménage. Il entraîne des contrôles intrusifs et porte atteinte à la vie privée. Il empêche d'héberger un (e) partenaire ou un enfant devenu majeur. Un système neutre respectueux du choix d'un chacun est possible (voir le rapport 2017/18 publié par le Service de lutte contre la pauvreté auquel nous avons collaboré (Mémoire de Cohabitation du Service, décembre 2018)).

- Garantir à tous un logement décent tel qu'inscrit dans la Constitution. Une des premières responsabilités d'un pays est de loger correctement tous ses habitants. Or, les logements sociaux disponibles continuent à faire cruellement défaut. Le manque de logements décents porte atteinte au droit de vivre en famille et augmente le risque de placement d'enfants.

- Assurer à tous le droit au travail dans des conditions correctes et moyennant une rémunération équitable. Si on mobilise tous les acteurs de la société, on peut atteindre cet objectif en partant d'abord des compétences et des projets des chômeurs de longue durée, avec le souci de répondre prioritairement aux besoins de la population et non à la logique financière des entreprises. Il est indigne de considérer ces chômeurs comme « non mobilisables » et définitivement inaptes à intégrer un travail.

- Assurer le droit de l'enfant à l'éducation sur la base de l'égalité des chances², ce qui implique que l'école valorise tous les élèves au lieu de sélectionner et organise la collaboration plutôt que la compétition. Cela passe de l'orientation subie à l'orientation choisie, et de l'enseignement partiellement subsidié à l'enseignement vraiment gratuit³.

- S'engager dans une politique climatique et environnementale pour un développement durable. Cette politique implique des mesures urgentes visant à redistribuer des richesses et des matières premières, à lutter contre la pauvreté et à réduire des inégalités. Elle suppose une participation active des populations les plus défavorisées, qui sont les plus exposées aux risques des dégradations de l'environnement. À défaut, l'objectif numéro 1 du développement durable tel que défini par l'ONU « Pas de pauvreté » reste lettre morte, ce qui met en péril l'ensemble des 17 objectifs.

Georges de Kerchove

1. Pour un isolé, le seuil de pauvreté européen est de 1115 euros par mois, et pour un couple avec deux enfants (-14 ans) de 2.341 euros.
2. Conformément à l'article 28 de la Convention ONU relative aux droits de l'enfant ratifiée par la Belgique en 1992
3. Pour plus de détails, voir « Nos ambitions pour l'école » : <http://atd-quartmonde.be/cms/wp-content/uploads/2018/03/NosAmbitionsPourEcole-BrochureWeb.pdf>

15^{ÈME} UNIVERSITÉ POPULAIRE QUART MONDE EUROPÉENNE POUR UNE EUROPE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ

Les 5 et 6 février derniers, une centaine de personnes de Belgique, France, Allemagne, Luxembourg, Royaume-Uni, Irlande, Roumanie et Pays-Bas se sont rassemblées au sein du Parlement européen pour prendre part à L'Université populaire Quart Monde européenne. Leur but ? Partager leur expérience de la pauvreté mais aussi faire entendre leur voix aux députés européens et interpeller les institutions.

L'Université populaire Quart Monde européenne, qu'est-ce que c'est ?

Les Universités populaires Quart Monde (UP) sont des lieux de dialogue et de formation réciproque entre des adultes vivant en grande pauvreté et d'autres citoyens qui s'engagent à leurs côtés. Elles permettent aux personnes avec l'expérience de la pauvreté de bâtir leur pensée, de la faire valoir pour contribuer à un changement de la société. Des UP sont régulièrement organisées dans chaque pays.

L'Université populaire Quart Monde européenne est la traduction de cet événement au niveau européen. Sa raison d'être est la suivante : les citoyens-

nes vivant dans la pauvreté et l'exclusion attendent qu'une Europe plus sociale voie le jour, une Europe qui ne laisse personne de côté. Pour cela, il est indispensable de prendre en compte le savoir des personnes qui vivent dans la pauvreté en créant des espaces où elles entrent en dialogue avec les acteurs politiques européens.

Déroulement de l'événement

Le 5 février, les délégations nationales ont travaillé sur trois thèmes retenus comme importants lors des préparations dans chaque pays :

- Le droit à l'existence légale
- L'impact des politiques (nationales et européennes) sur la famille pour les personnes vivant dans la pauvreté
- Les indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale en Europe

Des questions qui touchent des aspects fondamentaux pour exister en tant que citoyen à part entière.

Le matin du 6 février, le travail en

groupe s'est poursuivi, en présence des représentants de réseaux associatifs européens, pour affiner des propositions à partir des situations difficiles rencontrées.

L'après-midi était dédiée à la séance plénière à laquelle des parlementaires' étaient présents par moments, afin d'écouter ce qui était sorti du travail en atelier avec des personnes qui vivent tous les jours la pauvreté. Malgré la présence de ces parlementaires, à saluer, plusieurs participants auraient espéré la participation de plus d'acteurs européens.

Cependant, être présent et pouvoir s'exprimer au Parlement européen a représenté une fierté et une tribune essentielle pour les délégués des différents pays.

Nicolas Descamps

Des membres de la délégation belge



1. Eurodéputés présents, soit lors d'ateliers du matin, soit en plénière : Mady Delvaux, Silvia Costa, Jean Lambert, Tilly Metz, Christophe Hansen, Julie Ward, Charles Goerens, Tom Vandenkendelaere, Lynn Boylan, Jean Arthuis, Philippe Lamberts, Marie-Pierre Vieu

L'EUROPE N'A PAS D'AVENIR SI ELLE ACCEPTE QUE DES CITOYENS SOIENT EXCLUS

Alors que l'Université populaire Quart Monde européenne (UPE) a eu lieu début février, nous vous proposons de rencontrer, à travers quelques questions, Elena Flores, alliée d'ATD Quart Monde en Belgique et investie dans la préparation de l'UPE. Elle nous parle de son rôle mais aussi de ses attentes concernant le dialogue proposé à l'Union européenne au sein de l'Université Quart Monde européenne.

Depuis combien de temps êtes-vous engagée au sein d'ATD Quart Monde et sous quelle forme ?

J'étais déjà active dans le milieu associatif à Barcelone. Lorsque je suis arrivée en Belgique, en 1987, j'ai voulu continuer à l'être et j'ai trouvé une approche qui me correspondait à ATD Quart Monde. J'ai participé à l'Université populaire Quart Monde (UP) presque depuis le début de mon engagement. D'abord, j'y allais pour écouter, comprendre et apprendre. Ensuite, on m'a demandé d'animer un groupe de préparation des UP à St-Gilles, ce que je continue à faire. Actuellement, je fais aussi partie de l'équipe d'animation de l'Université populaire Wallonie-Bruxelles.

Comment s'est passée la préparation de l'Université populaire européenne à votre niveau ?

J'ai commencé très tôt à travailler avec Bert Luyts, le responsable belge de l'organisation de l'UPE. Nous avons abordé et programmé les thèmes assez tôt pour permettre aux militants d'avoir le temps de bien développer leur réflexion. Notre but : que cette délégation de militants puissent porter la parole de tous les autres sur la base du travail fait ensemble depuis septembre.

Selon vous, comment l'Union européenne relève-t-elle le défi de la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté ?

Il faut toujours être clair sur les compétences : qu'est-ce qui doit être fait par l'Union européenne, qu'est-ce qui doit être fait par les gouvernements nationaux, régionaux ou locaux. Ceci étant, même si sur beaucoup de choses ce n'est pas à l'Union européenne d'agir, elle peut et doit pousser les pays à appliquer les droits. L'Union devrait veiller à ce que toutes ses actions contribuent à éliminer l'exclusion et la pauvreté et que les citoyens puissent tous, sans exception, exercer pleinement leurs droits.

Quelles sont vos attentes par rapport aux Universités populaires Quart Monde européennes ?

Qu'il y ait un vrai dialogue entre les militants ATD Quart Monde, les représentants d'autres associations, les personnes qui travaillent dans les institutions européennes, les parlementaires européens et les autres représentants politiques.

Quel message voudriez-vous faire passer aux candidats aux élections européennes de 2019 ?

Qu'ils s'engagent à lutter contre les inégalités, pas seulement avec des politiques sociales mais avec des politiques économiques, en apportant une réponse et une stratégie au niveau européen. L'Europe n'a pas d'avenir si elle accepte que des citoyens soient exclus. L'Union européenne doit montrer qu'elle est capable d'assurer une vie digne à tous ses citoyens.

*Interview réalisée par
Nicolas Descamps*



2° à gauche, Elena Flores, lors d'une séance plénière de l'Université populaire Quart Monde européenne.

LES MÊMES DROITS POUR TOUS ?

Le 17 octobre 2018, les membres du groupe d'ATD Quart Monde Centre – La Louvière ont pris la parole pour faire un état des lieux des droits humains en Belgique. Dans ce deuxième article d'une série de trois, nous vous invitons à découvrir leur analyse des articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme concernant la santé, l'alimentation, le logement, l'éducation, le travail et la sécurité sociale.

«Article XXIII : Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.



Pourquoi l'accès à l'emploi est-il conditionné de façon à nous maintenir dans la pauvreté au travers de contrats précaires, d'horaires impossibles, de bas salaires ? Pourquoi le travail librement choisi n'existe-t-il pas pour nous aussi ? Pourquoi l'activation des chômeurs, sensée remettre les personnes au travail, aboutit souvent à la suspension ou à la suppression de leurs allocations ? Cette mesure renforce la misère et l'exclusion sociale. Nous souhaitons pouvoir exercer notre autonomie et développer notre émancipation, mais pas à n'importe

quelles conditions, comme on essaie de nous l'imposer à coups de mesures répressives. Nous réclamons que les formes d'aides à l'emploi qui existent, tant dans le Public que le Privé, cessent d'être des morcellements de présences temporaires dans un emploi, mais débouchent sur un emploi durable et de qualité.

Et ceux sans diplôme, il en fait quoi le Marché du travail ? Nous réclamons le droit pour tous à un travail décent qui respecte notre dignité, valorise notre savoir-faire, permette de subvenir aux besoins de notre famille. Nous réclamons un salaire qui nous permette de vivre et non de survivre. Nous ne voulons pas de contrats où nous sommes sous-payés tandis que nous effectuons le même nombre d'heures de travail que n'importe quel salarié.

L'emploi manque mais pas le travail. À l'exemple de l'expérience «Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée»¹, nous réclamons que des emplois soient créés à partir de nos compétences et de notre savoir-faire en lien avec des besoins non satisfaits de la population.

Article XXV : Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux.



Aujourd'hui, l'alimentation est devenue une arme pour nous obliger à accepter des situations où on est de plus en plus exploités. Si nous refusons, on nous supprime le peu que nous recevons pour faire vivre notre famille. Nous avons notre Dignité. Nous refusons l'assistantat avec les colis alimentaires et les vêtements de seconde main qui nous mettent la honte.

Parlons du droit à la santé et aux soins médicaux. Par manque de moyens, l'espérance de vie des personnes vivant dans la pauvreté ne dépasse pas 50 ans alors qu'elle augmente dans les autres milieux sociaux. Se soigner, ce n'est pas pour tout le monde. Nous devons négliger notre santé car nos enfants passent



toujours avant nous. Pourquoi ferme-t-on les Maisons médicales si importantes pour nous quand nous voyons combien il est difficile de trouver un médecin qui exerce dans notre quartier et qui accepte le tiers payant aujourd'hui ? Sans compter le prix des médicaments de plus en plus chers pour notre budget.

Nous savons tous que le domicile est une condition nécessaire pour avoir accès aux droits humains fondamentaux. Pour le coup, on en est loin ! Nous nous voyons obligés de vivre dans la rue ou dans un logement insalubre sous prétexte qu'il n'y a pas assez de logements pour tout le monde. Dès lors, des marchands de sommeil en profitent pour nous louer un taudis à prix d'or. Ou encore, on vit les uns sur les autres dans un logement trop petit.

Où est notre droit quand le délai d'attente pour avoir un logement social est de 10 ans SAUF si nos revenus venaient à augmenter comme on prend soin de nous le préciser ? Que dire du droit au logement que l'on nous refuse parce que nous ne savons pas payer la caution locative et que celle du CPAS n'est pas encore acceptée par tous les propriétaires ? Où est notre droit quand nous sommes expulsés du logement pour des raisons d'insalubrité sans être relogés alors que le propriétaire est responsable de cette situation ?

Article XXVI : Toute personne a droit à l'éducation. Les parents ont le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Beaucoup s'imaginent qu'on ne s'intéresse pas à la scolarité de nos enfants. Pour nous, le rôle de l'école est essentiel pour quitter le milieu de la pauvreté. Nos enfants ne sont pas moins intelligents que les autres. Mais, ils portent un poids énorme sur les épaules quand ils doivent subir la mise à l'écart, les moqueries, les préjugés et le regard méprisant à l'encontre de leurs parents...

Tout cela à cause de leurs origines !

Toutes ces étiquettes, c'est de la violence et de la souffrance qui marquent nos enfants. Ils comprennent très vite que l'école les abandonne. L'injustice suprême, c'est quand on nous impose la décision de placer nos enfants en Enseignement spécialisé où ils n'auront probablement aucune chance de préparer un meilleur avenir.



Ce ne sont pas les parents qui maintiennent les enfants dans la pauvreté mais le système basé sur le mérite et la compétition plutôt que sur la réussite de TOUS les enfants.

C'est difficile d'exister quand nos droits ne sont pas respectés. Nous ne voulons pas de droits spéciaux pour les «pauvres». Nous réclamons les mêmes droits pour tout le monde.»

Découvrez l'intervention intégrale des militants de La Louvière sur : <http://atd-quartmonde.be/les-memes-droits-pour-tous/>

**Le groupe local
ATD Quart Monde Centre
(La Louvière)**



1. Voir www.tzclld.fr pour plus d'informations sur les Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée.



20 km DE BRUXELLES
DOOR BRUSSEL
19/05/2019

Pour les 20 km de Bruxelles,
on ne laisse personne derrière !



Courez «solidaire contre la misère» et rejoignez l'équipe d'ATD Quart Monde pour les 20 Kilomètres de Bruxelles !

Pour la quinzième année consécutive, ATD Quart Monde sera dans la course qui aura lieu le 19 mai prochain !

- Une fois inscrit.e, nous nous chargeons de toutes les formalités en ce compris l'enlèvement de votre dossard.
- Nous vous accueillerons dans un vestiaire confortable situé pas loin du départ mis à notre disposition par la commune d'Etterbeek et dans lequel vous bénéficierez des services de kinés.
- Nous vous offrirons un welcome-pack et un t-shirt.

Comment s'inscrire ? Rendez-vous sur notre site web à cette adresse :
<http://atd-quartmonde.be/nos-actions/20-km-de-bruxelles/>

MERCI POUR VOTRE SOUTIEN !

Le 20 mars, la Philantroupe a joué la pièce de théâtre « Le groupe » au profit des ASBL ATD Quart Monde et Escalpadé. Nous remercions chacun d'entre vous pour votre soutien lors de cette soirée de récolte de fonds, placée sous le signe du rire.



ENTRÉE GRATUITE | Chapeau au profit de ATD-QUART-MONDE

SALLE LUMEN 32 ch. de Boondaal | 1050 Ixelles
RÉSERVATIONS OBLIGATOIRES: www.philantroupe.tk